VIOLENTES ÉMEUTES À TUNIS

La rue chasse le Premier ministre Ghannouchi

Rebondissement inattendu en Tunisie. Après l'euphorie qui a succédé au départ de Ben Ali, puis l'accalmie qui s'était progressivement installée, les manifestations de rue ont subitement refait surface vendredi dernier. Rapidement, l'on en est arrivé à de violents heurts entre manifestants et forces de l'ordre qui ont occasionné la mort de trois personnes, samedi dernier à Tunis.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -Tunis a renoué avec les scènes d'émeutes et de violences, surtout samedi et hier dimanche. Conséquence immédiate : la chute du gouvernement de transition de Mohamed Ghannouchi.

Le Premier ministre tunisien a annoncé, en effet, hier dans l'après-midi, lors d'une conférence de presse : «J'ai décidé de démissionner de ma fonction de Premier ministre.»

Décision qu'il justifie en ces termes : «Je ne serai pas le Premier ministre de la répression. Je ne suis pas le genre de personne qui va prendre des décisions qui pourraient provoquer des victimes.»

Le désormais ex-Premier ministre a accusé, lors de la même conférence de presse, «certaines parties de vouloir décontenancer le gouvernement de transition». Selon lui, ces «parties», vraisemblablement d'anciens pontes de l'ancien régime, «payaient des manifestants» pour provoquer des émeutes et des scènes de saccages dans l'objectif de faire avorter «la révolution du jasmin».

Quasiment seul «rescapé» parmi le personnel politique de l'ancien régime de Ben Ali avec le président intérimaire Fouad Lambezaa, Mohamed Ghannouchi est Premier ministre de Tunisie depuis 1999. Il devait mener la transition jusqu'aux prochaines élections présidentielles. Or, depuis quelques jours, les manifestants sont revenus à la charge et revoient à la hausse toutes les revendications. Comme au début janvier, Tunis a vécu un week-end particulièrement chaud avec des slogans sans appel. «Ghannouchi dégage !», «Ghannouchi prends tes chiens et dégage !» entre autres. Ce n'est pas tout. Les manifestants exigent une nouvelle constitution, un nouveau gouvernement, la dissolution du Parlement, des élections en juillet, l'amélioration de leurs conditions sociales et économiques, des réformes multiples à tous les niveaux. La chute du gouvernement Ghannouchi fera-t-elle tomber la tension ? Hier, en fin de journée, l'on faisait état d'une certaine accalmie dans les rues de Tunis, mais la suite des événements est difficile à prévoir. Une certitude, toutefois : la pression sera terrible désormais sur Fouad Lambazaa qui doit nommer un nouveau gouvernement qui sera accepté, et ce, dans une conjoncture économique de plus en plus difficile, aggravée, chaque jour davantage, par l'exode massif de milliers de Libyens sur le territoire tunisien.

Photo : dr

K. A.

LIBYE

Les «lâchages» de Kadhafi se multiplient

La Russie, à travers son ministère des Affaires étrangères, a vigoureusement condamné, hier, «l'inacceptable» répression qui sévit actuellement en Libye envers les opposants au régime Kadhafi.

Cette énième condamnation de l'usage disproportionné de la violence, qui plus est d'une nation qui n'a pas un goût exagéré pour le «principe d'ingérence» confirme l'unanimité de la communauté internationale à dénoncer les agissements du «Guide de la révolution» libyenne Mouammar Kadhafi contre sa population.

Effectivement, suite à la prise de position des grandes puissances occidentales contre la répression menée contre des insurgés libyens, notamment celle de la France et de la Grande-Bretagne, le Conseil de sécurité de l'ONU a fini, samedi dernier, par adopter une résolution votée à l'unanimité qui prévoit une série de mesures punitives, dont la mise en place d'un embargo sur les vente d'armes et l'interdiction pour Kadhafi et sa famille de fouler le sol des Etats membres

Cette résolution stipule en outre le gel des avoirs du «frère guide» ainsi que ceux de ses proches. L'organe exécutif de l'ONU a également profité de cette réunion pour exiger la fin immédiate des violences et une réponse aux aspirations légitimes du peuple libyen, l'exhortant à «agir avec une retenue maximale» et à «assurer la sécurité de tous les étrangers». Après cette impressionnante série de levées de boucliers internationales, il ne reste guère que le fantasque président vénézuélien Hugo Chavez pour soutenir le dirigeant libyen. Chavez a d'ailleurs déclaré vendredi dernier que «son ami Kadhafi était confronté à une guerre civile» et que «l'indépendance de la Libye était menacée».

Par ailleurs, la chancelière allemande Angela Merkel a appelé, hier, au départ immédiat du leader libyen, qu'elle a qualifié de «despote». Celle-ci a en effet affirmé à travers un communiqué officiel que la décision unanime du Conseil de sécurité de l'ONU était «un signal fort» adressé à Kadhafi et aux autres dictateurs à travers le monde, et que les «atteintes aux droits de l'homme ne seront plus tolérées».

Mme Merkel a convenu avec le président américain Barack Obama, avec lequel elle s'est entretenue samedi, du fait que «le colonel Kadhafi avait perdu toute légitimité en tant que dirigeant de la Libye», a indiqué dans un communiqué le porte-parole du gouvernement allemand Christoph Steegmans.

Entre-temps, la situation en Libye continue à s'aggraver, notamment à Tripoli, où des centaines d'opposants ont tenté de prendre le contrôle de la périphérie de la capitale. Le gouvernement libyen, quant à lui, pour tenter d'endiguer la vague de contestation, a décidé d'accorder 500 dinars (environ 400 dollars) de «dons» aux familles libyennes, ainsi qu'une augmentation salariale de 150% pour certains fonctionnaires. Des milliers de citoyens libyens ont d'ailleurs afflué devant les banques de Tripoli pour retirer l'argent promis. Le message a été diffusé via des SMS dédiés spécifiquement aux habitants des quartiers qui n'ont pas connu de manifestations. Un opposant au régime Kadhafi a reconnu, à ce propos, qu'il «était désolé de dire qu'il y avait des foules devant les banques de Tripoli». Enfin, il y a lieu de rappeler que selon le Haut-Conseil aux réfugiés (HCR), des centaines de milliers d'étrangers continuent à fuir la Libye, principalement des travailleurs égyptiens et tunisiens, qui ont rejoint les pays voisins. «Nous apportons notre assistance à la Tunisie et à l'Égypte pour aider toute personne fuyant la Libye, sans exception», a souligné le haut-commissaire aux réfugiés, Antonio Guttiress. «J'appelle également la communauté internationale à se mobiliser rapidement et généreusement, afin d'aider les gouvernements concernés à faire face à cette crise humanitaire», a ajouté le haut-commissaire du HCR.

Samir Hamma

DAKHLA, TERRITOIRES OCCUPÉS PAR LE MAROC

Vague de violence contre la population sahraouie

Une vague de violence qui vise la population sahraouie a éclaté, durant la nuit de vendredi, à Dakhla, ville située au sud des territoires occupés par le Maroc.

Après avoir assisté à un concert organisé dans le cadre d'un festival artistique, des colons marocains ont attaqué les quartiers d'Oum Tounsi, Bir Nezrane, El Rahma et Hay 64, où résident des familles sahraouies.

«Plus de 300 colons marocains qui sortaient d'une soirée artistique, portant des drapeaux marocains et scandant des slogans racistes, ont attaqué les civils sahraouis», a indiqué SPS, l'agence de presse sahraouie. De son côté, l'AFP indique qu'une personne a été tuée après avoir été percutée par une voiture. Notons que la répression qui s'abat contre les Sahraouie de cette ville coïncide avec la célébration du 35e anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique par le Front Polisario.

Tarek Hafid

Publicité

المعهد الدولي للتسيير و إدارة الأعمال

M.B.I Management Business International Institute

Institut Agréé par l'Etat 531 / DFP / 2001

Siége social:
Coop. Echourouk N°8, cité Berarma sétif.
E-mail:contact@mbisetif.dz
Site web: www.mbisetif.dz
Tel / Fax: 036 83 77 70 / 036 83 64 82 Mob: 06 69 22 76 34.

Diplôme Professionnel de l'Audit Interne

D.P.A.I délivré par l'IFACI *« Institut Français de l'Audit et du Contrôle Internes »*

*En partenariat avec L'***A.A.C.I.A** *«Association des Auditeurs Consultants Internes Algériens»*

Animé par des Consultants accrédités IFACI et *dispensé sur 19 jours alternés sur 4 mois.*

Annaba: 21 Mars 2011, hôtel ***SEYBOUSE.***
Alger: 28 Mars 2011, locaux de l'***ENSI - Mohammadia.***
Hassi Messaoud: 05 Avril 2011, hôtel ***CLUB 34*** *(Centre ville).*